

**Séance ordinaire du  
lundi 30 novembre 2020**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Nature en ville et  
biodiversité**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

**Absents :**

**Montpellier Ville Nature - Modification du permis de végétaliser - Nouvelles dispositions pour l'implication des Montpelliérains dans la démarche "Je mets de la Nature dans ma ville" - Approbation**

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de son objectif de planter 50 000 arbres en 10 ans sur le territoire de Montpellier afin de répondre aux enjeux du réchauffement climatique et de favoriser la biodiversité, mais aussi conformément à sa politique visant à une forme d'autonomie alimentaire, la Ville de Montpellier souhaite compléter son dispositif de « Permis de Végétaliser » permettant l'implication de ses habitants.

Ce dispositif mis en place depuis l'automne 2018 permet aux Montpelliérains de candidater pour participer à la végétalisation et l'embellissement de l'espace public par l'obtention d'une autorisation de réaliser des plantations sur la façade de son habitation avec fourniture par la Ville d'une plante grimpante, sur un pied d'arbre aménagé préalablement par la Ville ou dans une jardinière mis à disposition par la Ville. Ce dispositif a permis de délivrer environ 1 500 permis de végétaliser, qu'il est désormais proposé de formaliser par l'attribution d'un « bon de végétalisation ».

Il est proposé d'ajouter la possibilité d'obtenir un ou plusieurs arbres fruitiers parmi une liste de variétés locales, anciennes et méditerranéennes définie par les services de la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville :

- Un sujet pour chaque montpelliérain possédant un jardin : pour l'obtenir, le candidat devra justifier d'une adresse sur Montpellier, d'un titre de propriété et d'un jardin capable de recevoir cet arbre. Une vérification, avant l'attribution de l'arbre fruitier, sera effectuée par les services de la Direction Paysage et Biodiversité afin de vérifier si les bonnes conditions de plantation sont réunies ;

- Un ou plusieurs sujets pour toute résidence montpelliéraine possédant un jardin, par l'intermédiaire de leur syndic de copropriétaires, un arbre par résident sera attribué dans la limite de 15 sujets chaque année et après vérification préalable, avant attribution, par les services de la Direction Paysage et Biodiversité des bonnes conditions de plantation.

Les candidatures se feront en ligne sur le site de la Ville comme pour les autres options du « Permis de végétaliser ». Deux sessions de distribution auront lieu, au printemps et à l'automne. Tous les lauréats d'un « bon de végétalisation » devront autoriser les services de la Direction Paysage et Biodiversité, à contrôler la réalité des plantations et leur bonne gestion dans le temps. Les candidats ne pourront pas renouveler une demande la même année.

Les arbres fruitiers seront achetés par la Ville dans le cadre de ses marchés publics et un guide de plantation et de conseils d'entretien sera donné à chaque lauréat.

Cette mesure d'incitation au boisement de l'espace privé s'inscrit dans une stratégie globale de développement du patrimoine arboré dans les zones résidentielles. Ainsi, la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville travaillera dans le même temps avec les bailleurs sociaux pour les accompagner dans leur politique de plantation d'arbres.

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la modification du règlement du permis de végétaliser et des conditions d'attribution des « bons de végétalisation » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 décembre 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201130-147981-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 09/12/20  
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.